

République du Sénégal

Région de Ziguinchor

Départements de Ziguinchor et Bignona



Projet d'appui à la stabilisation des communautés en zones de conflits par des approches participatives, inclusives de gouvernance dans les départements de Ziguinchor et de Bignona

Rapport d'activités de l'atelier de renforcement de capacités des leaders sur la prévention et la transformation des conflits à travers la gouvernance participative

Février 2023

I. TITRE DE L'ACTION : Projet d'appui à la stabilisation des communautés en zones de conflit par des approches participatives et inclusives dans la Région de Ziguinchor.

- Zones d'intervention : le projet envisage dérouler les activités dans les zones frontalières à la Gambie et la Guinée Bissau dans les Départements de :
- Département de Bignona dans les Communes de
 - **SUELLE**, 11 villages impactés par le conflit
 - **DJIBIDIONE**, 40 villages impactés par le conflit
- Département de Ziguinchor dans la Communes de
 - **NIAGUIS**, 10 villages impactés par le conflit.

II. DUREE DU PROJET

- Date de démarrage de l'action : 1^{er} Janvier 2023
- Durée de l'action en mois : 31 Décembre 2023

- ❖ **Thématique de la formation : Atelier de renforcement de capacités des leaders sur la prévention et la transformation des conflits à travers la gouvernance participative**
- ❖ Date : 25-26 Février 2023
- ❖ Durée : 02 jours
- ❖ Lieu : Complexe BBC

III. Rappel de l'objectifs général du projet.

Objectif général : Contribuer à la stabilisation des communautés en vue d'une cohabitation pacifique dans les zones de conflit par des approches participatives et inclusives.

Conformément à sa mission, **Carrefour des Initiatives Citoyennes** a mis en place le Projet d'appui à la stabilisation des communautés en zones de conflit par des approches participatives et inclusives dans la Région de Ziguinchor qui poursuit les deux objectifs prioritaires ci-dessous :

La formation vise à accroître la pleine et la participation active des femmes dans les processus et mécanismes locaux de **gouvernance**, communautaires, formels et informels de prévention et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles dans les zones transfrontalières.

Cet atelier vise plus spécifiquement à amener les participants à :

- ❖ Assimiler et approfondir les notions élémentaires et les outils appropriés à une compréhension et une analyse des conflits liés aux RN ;
- ❖ Connaître les signes avant-coureurs (ou signes précurseurs) et les mesures pour prévenir les conflits liés aux RN ;
- ❖ Identifier les acteurs clefs dans les conflits liés aux RN en Casamance ;
- ❖ Etudier des cas pratiques de conflits liés aux RN en Casamance ;
- ❖ Définir avec les participants les mesures à prendre pour prévenir les conflits liés aux RN ;

- ❖ Elaborer une stratégie d'alerte précoce des conflits liés aux RN (analyser les signes précurseurs ou actions, attitudes, comportements et agissements qui peuvent caractériser un conflit latent)

IV. Cibles Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont issus pour l'essentiel des OCB, des OSC de veille à la gestion de l'équité genre. Ils ont été sélectionnés sur la base des zones d'intervention du projet avec l'implication des chefs de villages des collectivités territoriales concernées par le projet.

- **Nombre d'hommes : 19**
- **Nombre de femmes : 11**
- **Total participants : 30**

V. Facilitateurs

Le facilitateur principal, Monsieur Baboucar Dji COLY facilitateur manager de projet à Carrefour des Initiatives Citoyennes. Il a près de 28 ans d'expérience dans les organisations de développement. Il a une forte expérience sur les questions de genre.

VI. Méthodologie

Sur le plan méthodologique, les facilitateurs ont adopté la méthode participative et interactive afin de stimuler des discussions et le partage d'expériences entre des participants, tout en s'assurant de la prise en compte des expériences particulières et des différents contextes nationaux voire locaux. Cette méthode interactive a permis à chaque participant de mieux comprendre les enjeux liés au thème de l'atelier mais surtout d'apprendre des expériences partagées. Au terme de cette session de genre, des débats ouverts ont eu lieu autour des questions de compréhension des notions de conflit et de paix ; de la typologie des ressources naturelles ; des types de conflits et leurs causes, les acteurs des conflits liés aux ressources naturelles et les foyers de tension régionaux ; etc. Les différentes sessions ont été accompagnées d'exercices pratiques et des jeux de rôles : à travers leurs restitutions, les participants ont montré leur aptitude à pouvoir identifier, prévenir et gérer ces conflits dans leur pays respectifs ou alerter des institutions locales, nationales, régionales et internationales compétentes en la matière. En définitive, cette méthode de facilitation a permis de stimuler la pensée critique et indépendante des participants.

VII. Rappel des objectifs de l'atelier

a. Objectif général

L'objectif global de cette formation a pour but de promouvoir la participation active des femmes dans les instances et initiatives de gestion locales/communautaires de gouvernance, de résolution et de prévention des conflits liés aux ressources naturelles et foncières

b. 2.2. Objectifs spécifiques

Objectifs spécifique 1 : Les ressources naturelles comme un point d'entrée « neutre » de dialogue politique et de médiation des conflits pour les femmes au regard de leurs rôles traditionnels dans la communauté ;

Objectifs spécifique 2 : L'autonomisation des femmes dans les communautés transfrontalières à travers des initiatives de relèvement économique respectueuses d'une gestion durable des ressources naturelles dont la dégradation est une source active ou imminente de conflits communautaires ou transfrontaliers

c. Déroulement de l'atelier

La session de formation s'est déroulée durant trois jours.

Le facilitateur, Baboucar Dji COLY en charge de la formation, a introduit l'atelier en souhaitant la bienvenue aux participants et en exposant les objectifs de l'atelier. Il a exprimé les enjeux de cet atelier pour la réhabilitation de la position de la femme dans le Projet d'appui à la stabilisation des communautés en zones de conflit par des approches participatives et inclusives dans la Région de Ziguinchor. Deux moments forts ont marqué cette ouverture : l'intervention du représentant de la Fondation Rosa Luxemburg Monsieur Bruno SONKO a pris la parole pour saluer au nom du Directeur de la Fondation, toutes les autorités présentes à la session de formation. Il s'est félicité également de l'invitation que le Coordonnateur de Carrefour des Initiatives Citoyennes lui a adressée. Il a souhaité plein succès aux travaux de l'atelier.

d. Le premier jour

La session du premier jour est axée sur le Module 1 : **La Gouvernance, clarification conceptuelle**

Dans son exposé, le facilitateur a rappelé que la gouvernance est un terme qui s'impose de plus en plus dans les milieux du développement, avec des différences d'opinions quant à sa signification, conduisant ainsi à de nombreuses définitions.

Pour la plupart des auteurs qui traitent de la gouvernance, celle-ci a trait à la prise de décisions au sujet des orientations.

Il s'agit fondamentalement de pouvoir, de relations et de reddition de comptes :

- ❖ Qui dispose des informations clés ?
- ❖ Qui décide ?
- ❖ Qui a un pouvoir d'influence ?
- ❖ Comment les décisions sont-elles prises ?
- ❖ Qui en bénéficie ?
- ❖ Qui perd ?
- ❖ Qui rend compte ?

Les mêmes auteurs s'accordent également sur une liste de cinq principes clés, basés sur les principes définis par les Nations Unies, et qui sont considérés comme étant les caractéristiques d'une bonne gouvernance.

Les cinq principes	Les principes des Nations Unies sur lesquels ils sont basés
Légitimité et voix	Participation Recherche du consensus
Reddition de comptes	Obligation de rendre compte au public et aux intervenants institutionnels Transparence

Performance	Réactivité des institutions et des processus face aux intervenants Efficacité et efficience
Impartialité	Équité Primauté du droit
Orientation	Vision stratégique, comprenant le développement humain et les complexités historiques, culturelles et sociales

La compréhension du concept de Gouvernance :

La Gouvernance est un thème d'actualité aujourd'hui en Afrique.

Parler de gouvernance, c'est parler de pouvoir, de relations et de reddition de comptes.

Une bonne gouvernance suppose donc l'existence d'une représentation locale légitime et légalement responsable, ainsi que des domaines de prise de décision spécifiques.

Le principal défi pour une gestion durable des ressources forestières :

La capacité des Etats à définir de manière participative, des politiques et des règles qui soient à la fois légitimes et légales, à les mettre en œuvre et à arbitrer les conflits est l'une des conditions essentielles d'une gestion durable des ressources naturelles.

La gestion durable des ressources forestières revêt une importance cruciale aussi bien pour les populations rurales que pour les gouvernements et la communauté internationale.

Dans beaucoup de pays du monde, les gouvernements ont commencé à s'apercevoir des coûts économiques et sociaux énormes qui résultent de la mauvaise gouvernance forestière, de l'exploitation illégale des ressources forestières, de la corruption et du commerce irrégulier des produits forestiers.

C'est ainsi qu'au cours des dix dernières années, les pays africains ont inscrit les questions de la gestion durable des forêts - dont la gouvernance est un élément central - à l'ordre du jour des politiques et stratégies de développement.

C'est en ce sens que l'approche des conventions locales, qui vise à promouvoir la négociation et la formalisation de règles locales partagées par toutes les parties prenantes et reconnues par l'administration locale, répond bien, sur son principe, aux enjeux de la gouvernance forestière locale.

e. Le deuxième jour

La session du premier deuxième jour visait à clarifier certaines notions fondamentales liées aux droits humains.

Module 2 : La Décentralisation : une opportunité pour la gouvernance forestière

Ce module a permis de comprendre la politique Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, la gouvernance est un processus essentiellement dévolutif. Il s'agit d'un transfert des pouvoirs, des fonctions et des compétences de l'Etat en matière de gestion des ressources

naturelles à des instances locales - collectivités locales, organisations de la société civile, populations locales.

Les politiques de gestion des ressources naturelles sont en train de changer et de s'orienter vers la création d'une base légale pour une gestion durable et consensuelle.

L'une des principales leçons de ces processus, et qui constitue en même temps un défi pour la dévolution de la gestion des ressources naturelles, c'est qu'il ne peut y avoir dévolution en l'absence de deux composantes principales que sont

- 1) Une représentation locale légitime et légalement responsable, et
- 2) Des domaines de prise de décision spécifiques.

Aujourd'hui donc, on assiste à la coexistence d'une multitude de règles et procédures parfois contradictoires, relevant de légitimités différentes (coutumières, projets, politiques, étatiques) jouant plus ou moins un rôle dans les arbitrages des conflits.

La question est de savoir quels sont les types d'instance pour une gouvernance locale des ressources naturelles qui renvoient à de nombreux enjeux de pouvoir dans des contextes socio-politiques actuels qui sont très instables.

Il s'agira notamment de clarifier les types de légitimité à privilégier, la définition des ayants droits, la place des autorités coutumières ...

f. Le troisième jour

Module 3 : Ressources Naturelles et Prévention des Conflits »

L'objectif global de ce module de formation c'est le renforcement des capacités des acteurs des Organisations de la Société Civile (OSC) et des élues locales sur la prévention des conflits liés aux ressources naturelles en Casamance

Plus spécifiquement, il s'agissait d'amener les participants à :

- ❖ Assimiler et approfondir les notions élémentaires et les outils appropriés à une compréhension et une analyse des conflits liés aux RN ;
- ❖ Connaître les signes avant-coureurs (ou signes précurseurs) et les mesures pour prévenir les conflits liés aux RN ;
- ❖ Identifier les acteurs clefs dans les conflits liés aux RN en Casamance ;
- ❖ Etudier des cas pratiques de conflits liés aux RN en Casamance ;
- ❖ Définir avec les participants les mesures à prendre pour prévenir les conflits liés aux RN ;
- ❖ Elaborer une stratégie d'alerte précoce des conflits liés aux RN (analyser les signes précurseurs ou actions, attitudes, comportements et agissements qui peuvent caractériser un conflit latent)

Pour faciliter les travaux de l'atelier, il a fallu commencer par s'accorder sur les définitions des notions :

- « Ressources naturelles »,
- « Conflit »
- Et « paix »,

Pour lever les équivoques sur les variations terminologiques et parler le même langage pendant Le premier exercice a porté sur le classement et la hiérarchisation des Ressources naturelles.

L'expression « malédiction des ressources naturelles », a été utilisée pour mettre en exergue l'impact négatif des richesses du sous-sol des pays en développement sur trois plans :

- (1) La performance économique ;
- (2) Le risque de guerre civile ;
- (3) Le fonctionnement des institutions et
- (4) La gouvernance.

Pour y arriver, il a fallu parcourir quelques pistes générales et « zones d'opportunités » pour l'action de paix dans un cadre de violences liées aux ressources naturelles.

Trois lignes de réflexion s'ouvraient dès lors :

- 1) Ce qu'il est possible de faire « sur place ».
- 2) Quel soutien peut être apporté aux politiques locales et selon quelles modalités ?
- 3) Quelles initiatives peut-on mettre en œuvre ailleurs que dans la zone de conflit ?
- 4) Quelles politiques peuvent être mises en œuvre au niveau international qui aient un impact positif sur un conflit particulier ?
- 5) Comment articuler les deux premières questions ?
- 6) Comment coordonner les actions prises dans un cadre local avec celles prises dans un cadre international ?
- 7) Comment coordonner les différentes actions mises en place à un même niveau ?
- 8) En bref, quelle articulation trouver aux différentes initiatives existantes ?

VIII. Recommandations

Soutenir les politiques locales ;

- ❖ Favoriser la cohésion des initiatives législatives et réglementaires internationales ;
- ❖ Dynamiser la coordination et la synergie des actions ;
- ❖ Impliquer les communautés concernées dans la gestion des ressources naturelles ;
- ❖ Instaurer l'équité et la transparence dans les termes d'échanges ;
- ❖ Organiser des fora réguliers réunissant tous les acteurs ;
- ❖ Eduquer les populations pour repousser les barrières de l'ignorance

IX. Cérémonie de clôture de l'atelier de formation

L'atelier de formation a été clôturé par le Coordonnateur de Carrefour des Initiatives Citoyennes, Monsieur Lansana FABOURE. Avant de prononcer le discours de clôture, le Représentant de la **Fondation Rosa Luxemburg** à l'occurrence Monsieur Bruno SONKO a pris la parole pour féliciter les participants notamment les élus et les autorités coutumières pour avoir accepté durant les deux jours de formation à prendre une part active à la formation.

Il a au nom du Directeur de la Fondation félicité le Coordonnateur de Carrefour des Initiatives Citoyennes pour avoir mérité la confiance en matérialisant les clauses du contrat de collaboration.

A son tour, le Coordonnateur a remercié les participants pour leur contributions et active participation pendant l'atelier de formation qui ont permis la réussite de travaux et de dégager les recommandations pour la mise en œuvre efficace des politiques plans d'action. Il a également réitéré ses remerciements aux facilitateurs, Mais surtout à la Fondation Rosa Luxemburg qui a financé cet atelier et accepte depuis des années à accompagner le processus de paix en Casamance.